LUTTE OUVRIERE
pour la république des travailleurs du Québec
pour l'indépendance et le socialisme

Le Che est mort il y a 10 ans mais sa cause vit toujours

Voici dix ans, le 9 octobre 1967, Ernesto "Che" Guevara est tombé sous les balles de la soldatesque du dictateur bolivien Barrientos. Mais son combat pour la révolution socialiste continue d'inspirer les militants de la classe ouvrière en Amérique Latine et dans le monde entier.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE

En 1959, Che Guevara participait au renversement du régime Batista qui ouvrait la voie à la formation de l'Etat ouvrier cubain, le premier dans l'hémisphère américain. Cette victoire historique du prolétariat remettait en cause le partage du monde en "sphères d'influence", ébranlant la soi-disant "coexistence pacifique" entre l'impérialisme mondial et les Etats ouvriers bureaucratisés, en premier lieu l'URSS. Elle donnait une impulsion énorme aux luttes des ouvriers et des paysans pauvres dans toute l'Amérique Latine.

Elle manifestait aussi l'apparition d'une nouvelle génération de révolutionnaires en rupture avec les conceptions traditionnelles du stalinisme et renouant en pratique avec plusieurs aspects du marxisme révolutionnaire.

STRATÉGIE ÉTAPISTE OU RÉVOLUTION PERMANENTE?

L'expérience vivante de la révolution cubaine a fait justice de la théorie "des étapes" des sociaux-démocrates et des staliniens pro-Moscou et pro-Pékin. Cette théorie propose une première étape d'alliance avec la bourgeoisie dite "nationale" pour chasser l'impérialisme tout en restant dans les limites de la propriété privée, la révolution socialiste étant renvoyée aux calendes grecques. Les marxistes révolutionnaires y opposent la révolution permanente, c'est-à-dire la révolution socialiste sous la direction de la classe ouvrière, réalisant elle-même les tâches démocratiques de réforme agraire et de libération nationale, en alliance avec la paysannerie. Or, comme l'écrit Che:

"En bref, il faut se rappeler que l'impérialisme est un système mondial, la dernière étape du capitalisme, et il faut le battre dans une confrontation mondiale. "De plus, les bourgeoisies indigènes ont perdu toute possibilité de s'opposer à l'impérialisme... et ne constituent que son dernier atout."

"Il n'y a pas d'alternative; c'est soit la révolution socialiste, soit une caricature de révolution." (le Che, Sur le Vietnam et la révolution mondiale, 1967).

PAS DE "VOIE PACIFIQUE" POSSIBLE

La victoire cubaine n'a pas seulement confirmé la validité de la révolution permanente, mais aussi l'absurdité de la théorie des "voies pacifiques" au socialisme. Il a fallu la victoire de l'armée rebelle de Castro pour renverser le régime Batista. Le 4e anniversaire du coup d'Etat de Pinochet au Chili nous rappelle tragiquement que jamais la bourgeoisie ne se laissera déposséder sans combattre.

L'issue victorieuse de la révolution cubaine a confirmé la nécessité d'une direction révolutionnaire qui refuse tout compromis avec l'impérialisme et qui rompt avec les représentants "démocratiques" de sa bourgeoisie nationale. Il faut une direction qui exprime clairement les aspirations des masses et qui est prête à aller jusqu'au bout afin de réaliser ces aspirations.

INTRANSIGEANCE INTERNATIONALISTE

Malgré la dépendance de Cuba de l'aide économique de l'URSS et des pays de l'Est à cause de l'embargo américain, Che Guevara n'hésitait pas à critiquer durement le rôle conservateur et contrerévolutionnaire de ces Etats ouvriers sur le plan international:

"Les pays socialistes ont le devoir moral de liquider leur complicité tacite avec les pays exploiteurs de l'Occident." (Une aspiration commune, 1965).

En 1965, Guevara quittait Cuba afin d'ouvrir **"un nouveau champ de bataille dans la lutte contre l'impérialisme"**. Il écrivait à ce propos à Fidel Castro:

"Je sens que j'ai achevé la partie de mon devoir qui me liait à la Révolution cubaine sur son territoire et je te dis adieu, ainsi qu'aux camarades et à ton peuple qui sont miens. J'abandonne formellement mes fonctions dans la direction nationale du parti, mon poste de ministre, mon rang de commandant, et ma citoyenneté cubaine... D'autres nations réclament mes modestes services..." (Quatrième Internationale, nov. 1965).

Guevara était un révolutionnaire intransigeant, un internationaliste prolétarien. Il savait que la meilleure défense de l'Etat révolutionnaire cubain n'était pas la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme mais l'extension de la révolution socialiste. Voilà le sens de son mot d'ordre **"Créons deux, trois Vietnam !"**. Voilà le sens de son dernier combat en Bolivie.

LE DERNIER COMBAT

Mais à partir de l'expérience cubaine, Guevara et beaucoup



les révolutionnaires latino-américains ont tiré la conclusion que la guerre de guerilla était la façon de détruire l'Etat bourgeois. Le fusil remplaçait la théorie, le programme et les mobilisations de masse. Plusieurs centaines de révolutionnaires, y compris Che, ont péri à cause de cette stratégie erronée. S'il est vrai que la guerre de guerilla à Cuba a contribué à la création des conditions qui ont permis l'expropriation de la bourgeoisie et la destruction de son Etat, c'est néanmoins grâce aux énormes mobilisations de masse qui ont eu lieu en janvier 1959 et en 1960-1961, que l'Etat bourgeois fut détruit.

Malheureusement, une série d'erreurs a permis à la dictature bolivienne de massacrer Che et ses camarades: d'une part une mauvaise compréhension de la réalité sociale bolivienne a mené à une sousestimation de l'importance du prolétariat minier des petites villes. Alors les révolutionnaires se sont isolés dans les campagnes éloignées. D'autre part, on a confié la liaison avec les masses urbaines au vieux Parti communiste pro-Moscou qui a encore une fois trahi la lutte, ne faisant aucun travail de popularisation et allant jusqu'à ne pas livrer les armes destinées à la guerilla.

Voici 10 ans, Che a été assassiné, mais sa cause vit toujours. Son combat révolutionnaire fait partie de notre héritage.

Richard Poulin

LUTTE OUVRIERE

pour la république des travailleurs du Québec
pour l'indépendance et le socialisme

INTERNATIONAL

HUGO BLANCO ELU A L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE AU PEROU



Le vote obtenu par le FOCEP témoigne de la transformation de la gauche péruvienne et du mouvement des masses en général.

☐Le dirigeant trotskyste Hugo Blanco et 11 autres candidats du Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP) ont été élus comme députés lors des élections tenues le 18 juin dernier au Pérou, recueillant 11.5% des voix et obtenant 12 sièges sur les 100 à pourvoir à l'Assemblée constituante péruvienne.

Deux autres courants du mouvement ouvrier présentaient des candidats. Il s'agissait du Parti communiste péruvien (PCP) pro-Moscou et de l'Union démocratique populaire qui recueillirent respectivement 5.7 et 4.2% des voix, élisant 6 et 4 députés chacun. D'autre part, les deux grands partis de la bourgeoisie, le parti apriste péruvien (APRA) et le parti populaire chrétien (PPC), reçurent 36 et 26% des voix.

Le FOCEP surgit donc comme la troisième force politique au Pérou et se révèle le principal représentant du mouvement ouvrier à l'Assemblée constituante.

Le contexte dans lequel se sont déroulées ces élections est aussi très significatif. Le 15 mai dernier, le régime militaire du général Francisco Bermudez se mettait à genoux devant les diktats du Fonds monétaire international, agence financière mondiale de l'impérialisme, afin d'obtenir des crédits de plusieurs millions de dollars. Bermudez impose donc des mesures d'austérité, augmentant de 60% le prix des services et biens essentiels, comme le pain, l'huile, l'essence, les billets d'autobus, etc.

Face à ces attaques, la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP) appelle à une grève générale les 22 et 23 mai. Le 18 mai, Hugo Blanco prend la parole à la télévision et donne son appui inconditionnel à la grève. Le 19 mai, la police péruvienne arrête les principaux dirigeants du mouvement ouvrier et de la gauche péruvienne. Le 20 mai, la junte militaire décrète la loi martiale, suspend les libertés constitutionnelles et reporte au 18 juin les élections prévues pour le 4 juin. Le 22 mai, les travailleurs descendent tout de même dans la rue, plusieurs sont tués, beaucoup sont blessés et un grand nombre arrêtés.

Le 25 mai, Bermudez expulse en Argentine trois dirigeants de l'UDP et trois du FOCEP, dont Hugo Blanco et Genaro Ledesma, président du FOCEP. Ils risquaient d'être assassinés par les tortionnaires du régime Videla. **Mais l'opinion publique internationale alertée, une campagne internationale de défense fut vite organisée. Quelques jours plus tard, ils furent relâchés, mais sans pouvoir revenir au Pérou et obligés de chercher l'asile politique au Mexique, au Vénézuéla, en Suède et en France.**

Pendant ce temps-là, la campagne électorale battait son plein... pour les partis de la bourgeoisie, car toutes les formations du mouvement ouvrier se voyaient dans l'impossibilité de faire leur propagande électorale, leurs militants pourrissaient en prison, leurs assemblées publiques étaient interdites et leurs émissions de télévision censurées.

Malgré cette situation, le gouvernement militaire a autorisé le PCP à tenir une assemblée publique le 16 juin, mais en interdisant au FOCEP et à l'UDP d'en tenir une conjointement. Ce soir-là, des dizaines de milliers de manifestants forcèrent les barrages policiers et imposèrent leur droit de se réunir, démontrant ainsi leur volonté de ne pas s'en laisser imposer par Bermudez et cie.

Deux jours plus tard, les formations du mouvement ouvrier raflaient plus de 20% des voix. Le FOCEP recueille 40% des voix dans certaines régions minières et obtient même 62% dans le département de Pasco. Les électeurs devaient aussi exprimer un vote préférentiel pour un des candidats de chaque parti, afin de déterminer qui des 100 candidats de chaque liste serait élu député. Plus de 70% de ceux qui ont voté pour le FOCEP ont choisi Blanco.

QU'EST-CE QUE LE FOCEP?

Le FOCEP est une coalition électorale basée sur une plateforme de quatre points, soit: 1) le soutien aux luttes du peuple travailleur pour ses revendications démocratiques, nationales et de classe; 2) Aucune soumission aux projets du gouvernement ni à son Assemblée constituante enrégimentée et anti-démocratique; 3) La lutte contre les partis bourgeois traditionnels, comme l'APRA, le PPC, l'AP, le MDP, l'UNO, etc; aucune alliance avec des partis prétendument progressistes comme le PSR, l'ARS et les autres; 4) Lutte contre le maintien du gouvernement militaire et pour l'indépendance de la classe ouvrière. Dans ce cadre commun, chaque parti ou organisation participant au FOCEP était libre d'avancer son propre programme. La tactique: marcher séparément, frapper ensemble.

Les forces politiques principales qui composent le FOCEP sont le Partido Socialista de los Trabajadores (Parti socialiste des travailleurs, PST) dont Hugo Blanco est le principal dirigeant; le Partido Obrero Marxista Revolucionario (Parti ouvrier marxiste révolutionnaire, POMR), affilié au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale (CORQI), le Frente de la Izquierdia Revolucionaria-Partido de Obreros y Campesinos (Front de la gauche révolutionnaire-parti ouvrier et paysan-FIR-POC), section sympathisante de la IVe Internationale tout comme le PST. Une autre force s'est ralliée au FOCEP quelques mois après sa création, soit Bandera Roja, un parti communiste d'inspiration maoiste.

En plus de ces formations politiques, le FOCEP comprenait le syndicat des mineurs et des travailleurs métallurgiques du complexe minier de Centromin dans le département de Pasco; les communautés paysannes de Yanahuanca et de Pasco; la fédération des travailleurs du département de Piura; le syndicat des métallos de l'entreprise d'Etat Siderperu travaillant à Chimbote; deux locaux de la fédération des employés de banque; la fédération nationale des habitants des bidonvilles, une organisation représentant les habitants des quartiers pauvres; trois groupes de jeunes socialistes et plusieurs autres organisations syndicales. Plusieurs personnalités socialistes y participèrent dont Laura Caller, représentante

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

d'Amnistie internationale au Pérou et Manuel Scorza, poète et écrivain de renommée mondiale.

Le vote substanciel obtenu par le FOCEP et les autres forces ouvrières est d'autant plus significatif que près de trois millions de péruviens, soit 40% de l'électorat, furent déclarés analphabètes et privés de leur droit de vote parce qu'ils parlaient des langues indiennes comme le quechua et l'aymara et non l'espagnol, langue des conquérants. Bermudez excluait ainsi les secteurs les plus conscients de la société péruvienne qui ont été les champions de la réforme agraire. Nul doute que le vote du FOCEP aurait été plus élevé car c'est dans la région de Cuzco, parmi les paysans de langue quechua, qu'Hugo Blanco a mené une occupation des terres et plusieurs luttes contre les propriétaires fonciers au début des années 60.

L'UDP, quant à elle, est un bloc d'organisations centristes et maoistes animé principalement par un groupe de dissidents du Parti communiste péruvien pro-Moscou. La principale divergence entre l'UDP et le FOCEP concernait le mot d'ordre gouvernemental. L'UDP avançait le mot d'ordre d'un gouvernement populaire révolutionnaire, c'est-à-dire en fait le fameux mot d'ordre maoiste appelant au 'bloc des quatre classes', melting pot comprenant la bourgeoisie nationale, la classe moyenne, les ouvriers et les paysans, comme si les intérêts des ouvriers et des paysans étaient compatibles avec ceux de la bourgeoisie nationale.

Deux organisations se réclamant de la IVe Internationale se trouvant dans l'UDP étaient en désaccord avec ce mot d'ordre gouvernemental mais jugeaient nécessaire de participer à l'UDP car celle-ci représentait de larges secteurs la classe ouvrière industrielle.

LA CAMPAGNE DU PST

Dans une entrevue accordée à Inprécor-Intercontinental Press (no.32, 6 juillet 78), Hugo Blanco expliquait la campagne menée par le PST dans le cadre du FOCEP pour un gouvernement des travailleurs et du peuple appuyé sur l'assemblée des comités ouvriers, paysans, et d'habitants des bidonvilles. Il expliquait aussi que la crise traversant la société péruvienne n'était en fait que la crise du capitalisme pourrissant et qu'il fallait au Pérou une nouvelle organisation sociale, économique et politique. Le PST avançait la nationalisation sans indemnisation de toutes les entreprises industrielles et la répudiation de la dette extérieure, par exemple les créances du Fond monétaire international, afin de permettre une planification contrôlée par les ouvriers, paysans et habitants des bidonvilles de façon à résoudre la question du chômage et celle du développement.

Dans le projet de constitution proposé par le PST, il est proposé que les forces armées soient constituées de comités de défense armés des travailleurs, des paysans, des employés, des 'pueblos jovenes', des étudiants, etc. Il est proposé que l'Etat prenne en main la totalité du commerce extérieur et qu'il en soit de même pour les entreprises commerciales et les transports publics. Il est aussi proposé de créer des garderies, des buanderies et des restaurants collectifs afin de libérer les femmes de leur asservissement collectique. Elles pourraient étudier et travailler dans le domaine de leur choix. Dans le projet de constitution, on prévoit aussi le respect entier des libertés démocratiques.

Dans cette entrevue, Blanco explique qu'il n'a aucune illusion sur les possibilités de la future assemblée constituante. Et Blanco du terminer: "Dans ce pays, ce sont les tanks qui sont les principaux électeurs, même s'ils sont analphabètes et ne parlent même pas espagnol." A Couillard



Avec 45% de chômage, 24.5 milliards de dette extérieure, un gouvernement militaire de plus en plus d.d, la bourgeoisie péruvienne est en crise. Mais seule la mobilisation soutenue des masses pourra jeter à bas ce régime dictatorial qui n'a jamais hésité à recourir à la force des armes contre les masses laborieuses.

Le rôle de la gauche révolutionnaire

QUELLE évolution de la situation politique et sociale du pays as-tu notée depuis ton retour à Lima ?

— Il y a tout d'abord le développement important des luttes, avec la grève des enseignants, de la Santé et la grève générale illimitée des mineurs depuis le 4 août. Mais ce qui m'a le plus frappé encore, c'est la politisation. Les masses péruviennes n'ont pas de traditions d'appartenance partisane depuis de longues année, depuis le déclin de l'APRA à la fin des années 1940. C'est tout juste si les membres des directions syndicales commencent à s'affilier a telle ou telle organisation de gauche. Mais le phénomène n'atteint pas encore les larges masses... Or aujourd'hui il existe un intérêt massif pour la politique. Lors des inaugurations des locaux du FOCEP dans les Pueblos jovenes, les bidonvilles, j'ai pu prendre la mesure de cette politisation de masse... pareil pour les meetings du FOCEP et de toute la gauche à Chimbote, La Oroya Cerro de Pasco. Peut-être que le caractère paradoxal de la situation, c'est que le courant massif de politisation ne s'est pas encore totalement traduit au niveau des luttes syndicales. Malgré les lutte actuelles, il subsiste un certain décalage. Cela est dû au licenciement des 5 000 dirigeants syndicaux après la grève générale de juillet 1977.

Ce licenciement massif des avant-gardes syndicales a affaibli la lutte revendicative (1). Si tu combines cette situation avec le bureaucratisme et le réformisme de la direction de la CGTP (2) tu peux comprendre comment cette politisation ne s'est pas encore traduite totalement en luttes sociales. Avant, les contacts, on les faisait d'abord au niveau syndical puis au niveau politique. Aujourd'hui, c'est l'inverse. On fait d'abord des contacts politiques au niveau du FOCEP qui se traduisent ensuite dans l'activité syndicale.

Si tu veux, la situation au Pérou est à l'inverse de celle qui existait au Chili sous l'Unité populaire. Au Chili les larges masses appartenaient au PC ou au PS, où leur faisaient confiance. Cette conscience politique était l'un des avantages du mouvement ouvrier chilien sur le mouvement ouvrier péruvien. Mais c'était aussi un désavantage, car ces masses qui faisaient confiance dans le réformisme furent freinées dans leur luttes par les directions du PC et du PS. Au Pérou, c'est le FOCEP qui a surgi comme la principale force de la gauche.

C'est-à-dire que c'est la gauche révolutionnaire qui est à la tête de tout processus de politisation des masses... Par bien des aspects le PC péruvien est plus fort que nous, ne serait-ce que par le contrôle bureaucratique qu'il exerce sur l'appareil syndical. Mais le mouvement de politisation des masses aujourd'hui ne se fait pas au travers du PC ou même de l'UDP, mais fondamentalement au travers du FOCEP.

• Je voudrais que nous abordions maintenant la question du Front uni anti-impérialiste. Il y a dans l'histoire de l'opposition de gauche et de la IV[e] Internationale une longue tradition de débat sur la mise en œuvre du Front unique ouvrier une tactique élaborée depuis le 3[e] Congrès de l'Internationale communiste et qui a été au centre des discussions internationales du mouvement ouvrier sur l'Allemagne, l'Espagne le France.

Si l'on excepte le cas de la question chinoise entre 1925 et 1928, l'effort d'élaboration sur la tactique de Front uni anti-impérialiste dans les pays sous-développés, sur l'attitude à l'égard des partis populistes est lié à la remonté de la révolution coloniale au sortir de la seconde guerre mondiale. Notre mouvement a surtout discuté historiquement du cas du péronisme en Argentine. Mais toute l'histoire même du trotskysme argentin depuis la 2[e] Guerre mondiale a montré l'existence de deux dangers permanents : un danger d'adaptation opportuniste au péronisme et à sa démagogie anti-impérialiste, et un danger de repli sectaire, de ne pas se préoccuper des masses influencée par le péronisme. Aujourd'hui quelles doivent être l'attitude et la démarche des trotskystes péruviens par rapport à l'APRA et à ses bases ouvrières.

— Je vais commencer par la question de la motion présentée par le FOCEP et d'autres secteurs à la Constituante texte. Il faut donner de l'importance au sens général de la motion, qui a réuni différentes opinions. Ainsi sur tel passage c'est l'opinion de tel courant qui a peut-être prévalu sans que les autres courants s'en rendent bien compte. Ce n'était pas une période où nous avions quatre nuits pour discuter d'un seul mot. Nous avons achevé de la rédiger une demi-heure avant de la présenter. Alors quel est l'esprit de cette motion ? L'APRA et le PPC ont mené une campagne électorale anti-dicature. C'est pour cela qu'ils ont obtenu un nombre de suffrages aussi élevé.

Cependant l'APRA et le PPC avait un pacte secret avec la dictature pour assurer la transition du pouvoir aux partis bourgeois civils. Quand la constituante a commencé a fonctionner, la gauche a rempli son rôle en présentant des motions de soutien à la lutte des mineurs, des enseignants, etc. Le PPC et surtout l'APRA ont sauté dans le train en marche et participés aux commissions mises en place, il se sont solidarisés avec les mineurs grévistes de la faim, avec les professeurs. Comme l'APRA et le PPC n'avaient pas de responsabilités gouvernementales, ils se sont solidarisés avec tout et n'importe quoi. C'est pour démasquer cette attitude que nous avons proposé cette motion pour que l'Assemblée constituante décrète la réintégration des travailleurs licenciés, etc. Il s'agissait de montrer que les forces majoritaires à l'assemblée n'étaient pas disposées à le faire et qu'elles préfèrent que la dictature continue, tel est l'esprit de la motion, quelle qu'en soit la lettre.

L'APRA, qui est le plus vieux parti politique du Pérou, est aussi celui qui a le plus d'expérience organisative. Nous ne pouvons pas abandonner à leur propre sort ces secteurs qui ont voté pour l'APRA. Parce que sinon, avec l'exacerbation des contradictions de classe, avec le développement de la crise économique, une grande partie de ces secteurs peuvent se convertir en bandes fascistes...

Malheureusement la tradition stalinienne de la gauche péruvienne, du PCP et des dérivés maoïstes, a laissé un lourd héritage de sectarisme envers l'APRA. Une grande partie de la gauche préfère la dictature militaire à l'APRA. Et l'origine de cela, c'est que le PCP a souvent été à droite de l'APRA...

• Pendant le 1[er] gouvernement de Prado, et la Seconde Guerre mondiale ?

— Oui et c'est comme cela que l'APRA est devenue la principale force ouvrière. Mais si nous ne pouvons pas négliger ces secteurs de l'APRA, nous en pouvons pas négliger non plus des secteurs de gauche, du PC de l'UDP et même de la DC ou du PSR qui ont voté à la fois contre la dictature et contre la direction APRA. Ce n'est pas un vote anti-APRA réactionnaire, mais un vote de gauche ou progressiste. Ce secteur-là, nous ne pouvons pas bien sûr l'ignorer. Dans ce secteur il y a y compris les 12 % qui ont voté pour le FOCEP et notre première obligation c'est de nous adresser à ce secteur, de l'organiser. Notre politique met la priorité sur ce secteur qui a voté FOCEP ou sur les autres secteurs de gauche, sans oublier les secteurs qui ont vonté pour l'APRA, mais sans non plus inverser les termes de priorité.

(Suite page 2)

Ne pas fétichiser le texte de la motion

J'espère que les analystes étrangers de la situation péruvienne ne vont pas fétichiser cette motion. Les premiers jours de la Constituante, tu l'as vu, ont été particulièrement agités. Il s'est formé de fait un front de la gauche, mais qui s'est formé sans même avoir le temps de dire « nous avons formé un front de gauche ». Nous n'avons même pas eu le temps de prendre une feuille de papier et de dire : « Bon, c'est sur ces bases que nous faisons un front de gauche ». Cette motion a été élaborée sans beaucoup de discussion, sans beaucoup de précaution sur le

L'APRA n'a jamais subi l'épreuve du pouvoir

• Mais derrière il y a quand même le problème de la tactique à développer envers l'APRA.

— En effet, la question importante c'est celle de l'APRA. L'APRA a commencé comme parti anti-impérialiste. La révolution russe qui a donné naissance en Europe aux partis communistes, n'a pas donné naissance au Amérique latine à des partis ouvriers... Au contraire on a vu apparaître les partis anti-impérialistes des classes moyennes tels que l'APRA. La majeure partie de ces formations sont devenues des partis pro-impérialistes et se sont totalement démasqués en exerçant le pouvoir comme l'Action démocratique au Vénézuéla ,ou les radicaux en Argentine, ou le MNR en Bolivie. La différence, c'est qu'au Pérou l'APRA n'a pas encore été au pouvoir. Certes une grande partie des masses a d'ores et déjà rompu avec l'APRA. Jusqu'à la fin des années 1950, l'APRA contrôlait la principale centrale syndicale péruvienne, la CTP. Aujourd'hui la principale centrale est la CGTP dominée par le PCP. Mais cette perte au niveau syndical ne signifie pas que l'APRA ait disparu. Elle reste la principale force électorale du pays. Et il y a tout le poids de l'histoire. L'APRA a été le parti le plus persécuté, celui qui compte le plus de martyrs, de prisonniers, de torturés, d'exilés, durant le plus longtemps. Il y a aussi le poids de la démagogie des années 1930 que l'APRA réutilise sur l'anti-impérialisme, l'unité indo-américaine, l'unité entre travailleurs manuels et intellectuels.

C'est sur le développement de ce type d'organismes que nous devons axer notre propagande pour expliquer ce que serait un gouvernement des travailleurs. J'utilise de préférence le terme gouvernement des travailleurs à gouvernement ouvrier et paysan pour ne pas exclure ces importants secteurs de travailleurs qui, au Pérou, ne sont pas identifiés comme ouvriers : les employés, les enseignants, les travailleurs de marchés. Il y a une discussion, non seulement au sein de la gauche, mais au sein du trotskisme sur les formes tactiques pour aider au développement de la conscience des travailleurs. Il y a des secteurs qui pensent que nous devons proposer la substitution de la dictature militaire par l'Assemblée constituante. C'est ce qui est dit dans la motion présentée à l'Assemblée quand il est dit que la Constituante doit assumer le pouvoir exécutif et législatif. Pour nous, ce n'est qu'une attitude tactique, de ce moment. Il y a des camarades qui



dans la politisation des masses péruviennes

Un entretien avec Hugo Blanco, du Secrétariat unifié de la IVè Internationale



Hugo Blanco a été élu le 18 juin dernier à l'Assemblée constituante péruvienne avec 11 autres candidats du Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP) qui a reçu 11.5% des voix. Le vote obtenu par le FOCEP (animé en grande partie par les forces trotskystes) reflète la montée de la politisation des masses péruviennes. Nous publions ici un entretien accordé par Blanco au quotidien trotskyste français **Rouge** sur la situation politique au Pérou et les tâches des révolutionnaires.

(Suite de la page 1)

• Justement, par rapport à ces secteurs classiques ou encore influencés par le PCP, mais qui ont participé aux grandes luttes qui ont secoué la dictature militaire, aux premières expériences d'auto-organisations, il importe de développer des perspectives politiques claires. Peux-tu expliquer quelle est la place qui revient à la propagande autour du mot d'ordre de gouvernement des travailleurs ?

— Il est difficile dans un pays comme le Pérou de monter « graphiquement » ce que pourrait être un gouvernement ouvrier et paysan. C'est différent des pays où il existe des PC et des PS massifs, où l'on peut avancer le mot d'ordre de gouvernement PC-PS. Le Pérou n'est pas non plus un pays où il existe une grande centrale syndicale unique où le mot d'ordre de gouvernement pourrait être celui d'un gouvernement de cette centrale ouvrière. Aujourd'hui nous faisons de la propagande autour de la formule qui est contenue dans le projet de base de constitution que nous avons élaboré, où nous disons que le gouvernement sera formé par des délégués démocratiquement élus des bases ouvrières, paysannes, de quartier et que c'est l'assemblée de ces délégués qui sera le futur gouvernment ouvrier du Pérou.

Heureusement, il existe déjà quelques cas concrets, pas à Lima encore, mais les assemblées populaires de Chimbote, les fronts de défense des intérêts du peuple qui ont surgi à Cusco et Arepiqua sont des organismes que l'on pourrait qualifier d'embryons de soviets, même s'ils n'ont duré que le temps d'une lutte.

Eviter de développer des illusions sur cette constituante bourgeoise

veulent fétichiser ce mot d'ordre et en faire l'axe de grandes mobilisations. A mon avis, une telle attitude est une capitulation face à la bourgeoisie, en développant chez les masses des illusions sur un gouvernement bourgeois, car l'Assemblée constituante est une assemblée constituante bourgeoise, où la majorité appartient aux partis bourgeois. Dire cela, c'est méséduquer les masses. Y compris, il est possible qu'à un moment cette assemblée constituante soit amenée à prendre le pouvoir. Si, face à l'essor du mouvement de masse, le capitalisme voit que la junte militaire a vraiment fait son temps, à n'importe quel moment il peut dire dehors à la junte militaire et que l'Assemblée constituante assume le pouvoir. Et nous ne devons pas semer des illusions parmi les masses là-dessus. Car, dès la première minute d'existence de ce gouvernement issu de l'Assemblée, nous aurons à le combattre. Ce sera un gouvernement bourgeois, défenseur de la classe capitaliste. Nous devons prendre garde que notre politique pour démasquer cette Constituante, en disant dehors le gouvernement militaire, ne nous conduise pas à fétichiser cette assemblée constituante, à oublier ses origines frauduleuses et son caractère bourgeois.

Il y a un autre danger dans certains mots d'ordre de pouvoir, comme lorsque certains camarades avancent « Hugo Blanco, président », ces camarades ne se rendent pas compte qu'ils renforcent certaines illusions électoralistes. Il y a de telles illusions parmi certains secteurs qui ont voté pour le FOCEP. Il y a pas mal de gens qui pensent : bien aujourd'hui le FOCEP est la troisième force du pays, mais en 1980 pour les élections présidentielles, là on peut gagner avec une candidature Blanco et ça règlera tout... y compris, quand on voit des gens qui ont voté FOCEP et qui viennent nous voir, pour régler tel ou tel conflit local à la Constituante, cela montre qu'il y a même des illusions électoralistes sur cette Constituante. Nous devons comprendre qu'une grande partie de l'électorat du FOCEP est composé de gens qui ont des illusions électoralistes. Nous ne devons pas oublier ces illusions, mais nous ne devons pas non plus capituler devant ces illusions. Nous devons inlassablement expliquer que, si la gauche gagne aux élections, le jour suivant il y a un coup d'Etat. Puisque les généraux se sont même fait des coups d'Etat entre eux, ce n'est pas pour me laisser m'installer au palais du gouvernement. Cultiver ces illusions électoralistes, c'est choisir de freiner les luttes, car les gens vont attendre les élections de 1980 en espérant qu'elles règlent tout.

Quelle bataille pour l'unité ?

• Où en est l'unification des forces de la IVᵉ Internationale au Pérou ? Et quelle attitude penses-tu qu'il faille adopter envers le POMR lambertiste, alors que les divergences tactiques sur la situation au Pérou avec cette organisation ne semblent guère plus importantes que celles qui existent entre les groupes qui se réclament de notre courant international ?

— L'essor du mouvement de masses au Pérou et le nombre de voix que nous avons obtenu aux élections sont des facteurs qui facilite énormément l'unification du trotskisme péruvien. Le PST est une petit organisation. Dans un plenum à Lima, qui eut lieu avant ma déportation, au cours de la campagne électorale, il n'y avait que 49 participants. Personne ne peut penser que le PST peut à lui seul capitaliser et structurer tout cet électorat. Il faudrait être aveugle poue ne pas voir l'urgence de l'unification du trotskisme péruvien. Le résultat des élections lui-même a clarifié le panorama dans le trotskisme péruvien. Par exemple, les camarades qui étaient dans l'UDP expliquaient qu'il fallait préserver l'unité de la gauche et être là où se trouvaient les masses. Aujourd'hui il est clair pour tout le monde qu'il faut travailler dans le cadre du FOCEP. Nous sommes déjà bien avancés dans ce processus d'unification. En quelques semaines, nous avons fait plus de chemin que dans les années qui ont précédé. Un organisme délibératif, formé par les représentants des diverses organisations a été mis en place. Il est certain que face à la nouvelle situation au Pérou, il y a des points de vue tactiques différenciés. Mais ces points de vue ne recoupent pas les anciens clivages d'organisation. Ces points de vue différents existent au sein du PST. Et moi par exemple, je me trouve parfois davantage d'accord avec ce que disent d'autres groupes qu'avec ce que disent des camarades du PST ; par exemple, la majorité de la direction du PST, les camarades de la tendance bolchevique. Cela montre le caractère artificiel de l'existence de toutes ces organisations séparées. Nous allons vers un parti unifié, où il existera des divergences, des tendances, mais qui redécouperont les frontières des différentes organisations actuelles. Nous allons avoir un local commun, nous pensons sortir rapidement un journal commun.

L'affinité tactique à 100 % n'est pas indispensable à l'unification

Il faut se rendre compte que pour l'unification, nous n'avons pas besoin d'une affinité tactique à 100 %. Ce serait un critère sectaire. Heureusement ce genre de sectarisme recule chaque jour davantage. Il y a eu une tradition sectaire au Pérou. Pas seulement entre les groupes trotskistes. Les groupes se divisaient sur la moindre divergence tactique. Et le climat unificateur, produit par l'essor du mouvement de masse, se retrouve dans toute la gauche. Il y a d'autres secteurs trotskistes, qui n'appartiennent pas à la IVᵉ Internationale, qui ont demandé à s'intégrer dans ce processus d'unification. Et nous agissons déjà presque comme un parti unifié : pour envoyer des camarades dans telle ou telle zone organiser le travail, il y a une répartition des tâches entre les militants de toutes les organisations.

A propos des camarades lambertistes, des camarades du POMR, nous espérons que l'unification se fera également avec eux, mais nous ne pouvons pas dire quand encore. Nous avons encore avec eux d'importantes divergences. Pas tellement d'ailleurs au niveau des positions politiques. Leurs positions sont des positions qui peuvent être discutables, et ils pourraient parfaitement les défendre en tant que tendance dans une organisation unifiée. Ce ne sont pas non plus les divergences internationales qui peuvent constituer un obstacle, parce que là encore ils pourraient continuer à les défendre en tant que tendance internationale. Non, l'obstacle principal vient de leur attitude quotidienne, qui est très très sectaire et cela empoisonne les relations. Par exemple, ils préparent un meeting à Arequipa, en annonçant partout que je vais y participer, alors qu'ils ne m'ont même pas informé de cette initiative.

Dans les comités d'appui du FOCEP, où ils se trouvent en même temps que nous, ils mènent par exemple un type de polémique contre nous qui ne sert qu'à désorienter et à écœurer la masse des gens qui viennent là pour la première fois, qui cherche à militer et à s'organiser. Ce sectarisme est le principal obstacle à l'unification, car ces pratiques créent, dans nos propres bases, une hostilité envers eux, qui contrastent avec l'esprit de fraternité qui existe au niveau des autres groupes trostkistes. Il existe même une plus grande fraternité à la base avec le PSR d'Arago ou certains secteurs de l'UDP, qu'avec les camarades du POMR, mais j'espère qu'à l'avenir, l'essor du mouvement de masse permettra de dépasser ce sectarisme et rendra possible l'unification.

Le POMR est pour un gouvernement des travailleurs, quelle que soit la formule tactique qu'il emploie, il est pour le socialisme. Rien que cela les différencie catégoriquement des maoïstes et des autres groupes. Ils sont partie prenante de ce bloc socialiste, qui s'est formé et qui se renforce au travers du FOCEP.

Entretien enregistré à Lima par Michel Rovere

(1) On peut se rappeler en comparaison que le PCP ne compte guère plus de 1 500 militants dans tout le Pérou.
(2) Principale centrale syndicale, dirigée par le PCP.

FOCEP: Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire
APRA: Alliance populaire révolutionnaire anti-impérialiste
UDP: Union démocratique populaire
PPC: Parti populaire chrétien
MNR: Mouvement national révolutionnaire
DC: Démocratie chrétienne
PSR: Parti socialiste révolutionnaire
PST: Parti socialiste des travailleurs, organisation sympathisante de la IVe Internationale
POMR: Parti ouvrier marxiste révolutionnaire, lié au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale

(Suite page 3)

LUTTE OUVRIERE

(Suite de la page 2)

La motion déposée par dix députés lors de la séance d'ouverture de l'Assemblée constituante

Considérant:
—Qu'aujourd'hui s'est installée l'Assemblée constituante élue par mandat du peuple, seul dépositaire de la souveraineté;
—Que le mandat souverain du peuple exige que l'Assemblée envisage et résolve le problème de la libération du joug impérialiste et qu'elle réalise les tâches démocratiques et sociales non accomplies;

Le fonctionnement de l'Assemblée constituante qui a pour source le mandat du peuple est incompatible avec l'existence du gouvernement militaire qui n'a pas la même origine.

Il est proposé que l'Assemblée constituante déclare que le gouvernement des forces armées est incompatible avec le fonctionnement souverain de l'Assemblée, et qu'il doit être mis fin à ce gouvernement de fait.

L'Assemblée constituante assume tous les pouvoirs législatifs et éxécutifs de la nation pour appliquer un plan d'urgence fondé essentiellement sur:
—le plein exercice des libertés démocratiques;
—la réintégration des travailleurs licenciés;
—des mesures urgentes pour résoudre la crise économique, axée sur le non-paiement de la dette extérieure;
—l'augmentation générale des salaires;
—la remise gratuite de la terre aux paysans.

Cette motion a été présentée par les dix députés dont les noms suivent: Genaro Ledesma, président du FOCEP; Victor Cuadros, secrétaire général de la Fédération des travailleurs des mines et de la métallurgie, tête de liste de l'UDP; Hugo Blanco, PST-FOCEP; Ricardo Napuri, POMR-FOCEP; Hernan Cuentas, POMR-FOCEP; Magda Benavides, POMR-FOCEP; Enrique Fernandez, PST-FOCEP; Antonio Aragon, PSR; Juan Corneyo Gomez, FOCEP; Mateo Moya, FOCEP.

Défaite du Front sandiniste

Après les villes de **Léon**, **Chinangeda** et **Massaya**, **Esli**, la dernière ville tenue par le Front Sandiniste National de Libération(FSNL) est tombée le 26 septembre entre les mains de la Garde Nationale sous l'oeil approbateur de l'impérialisme américain. Renforcés par des mercenaires venus du Salvador, de Panama et même de la Floride, patronnés par le Pentagone, les bourreaux de Somoza ont écrasé dans le sang l'insurrection Sandiniste. Selon les chiffres officiels, il y aurait eu plus de 10,000 morts.

Tout doucement, fermement, dans les 6 prochains mois, l'impérialisme américain avec l'aide de ses divers serviteurs de l'Organisation des Etats Américains (OEA) va préparer l'après-Somoza. Déjà l'OEA a créé un comité de négociation, une commission tripartite sous l'égide de Washington dont font partie des "régimes modèles": la République Dominicaine et Guatémala. Ce comité doit préparer la transition au "régime démocratique" dans la lignée de ce qui s'est passé en Bolivie et avec les militaires péruviens en ce moment.

Quelles sont les leçons à tirer de l'écrasement de l'insurrection sandiniste? C'est que même les actions de guérilla les plus audacieuses et les plus courageuses ne peuvent se substituer à la mobilisation des masses en armes. Mais c'est surtout la politique de collaboration de classe avec des secteurs de la bourgeoisie opposés à Somoza qui explique cet échec. Car ces forces ont déserté le combat au moment critique et sont en train de négocier la 'transition démocratique' avec Somoza sous l'égide de Washington. Ceci prouve encore une fois que seule la classe ouvrière et ses organisations peut aller jusqu'au bout dans la lutte contre l'impérialisme.